

EXEMPLAIRE POUR LE CONSEIL D'ETAT-EXEMPLAAR VOR DE RAAD VAN STAAT

ROYAUME DE BELGIQUE



KONINKRIJK BELGIË

61084 / 4



PROJET DE LOI PORTANT ASSENTIMENT A
L'ACCORD ENTRE LE ROYAUME DE
BELGIQUE ET LA RÉPUBLIQUE D'AFRIQUE
DU SUD SUR L'EXERCICE D'ACTIVITÉS À
BUT LUCRATIF PAR LES CONJOINTS DE
MEMBRES DU PERSONNEL DIPLOMATIQUE
ET CONSULAIRE, FAIT À PRETORIA LE 14
JANVIER 2016.

ONTWERP VAN WET HOUDENDE
INSTEMMING MET DE OVEREENKOMST
TUSSEN HET KONINKRIJK BELGIË EN DE
REPUBLIEK ZUID-AFRIKA INZAKE HET
VERRICHTEN VAN BETAALDE
WERKZAAMHEDEN DOOR PARTNERS VAN
HET DIPLOMATIEK EN CONSULAIR
PERONEEL, GEDAAN TE PRETORIA OP 14
JANUARI 2016.

PHILIPPE,

FILIP,

ROI DES BELGES,

KONING DER BELGEN,

A tous, présents et à venir,
Salut.

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen,
Onze Groet.

Sur la proposition du Ministre des Affaires
étrangères, du Ministre de la Justice, de la Ministre
des Affaires sociales et du Ministre des Finances,

Op de voordracht van de Minister van
Buitenlandse Zaken, van de Minister van Justitie, van
de Minister van Sociale Zaken en van de Minister van
Financiën,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Le Ministre des Affaires étrangères, le
Ministre de la Justice, la Ministre des Affaires
sociales et le Ministre des Finances sont chargés de
présenter, en Notre nom, à la Chambre des
Représentants le projet de loi dont la teneur suit :

De Minister van Buitenlandse Zaken, de
Minister van Justitie, de Minister van Sociale Zaken
en de Minister van Financiën zijn ermee belast het
ontwerp van wet, waarvan de tekst hierna volgt, in
Onze naam bij de Kamer van
Volksvertegenwoordigers in te dienen :

ARTICLE 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à
l'article 74 de la Constitution.

ARTIKEL 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als
bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

ART. 2

L'Accord entre le Royaume de Belgique et la République d'Afrique du Sud sur l'exercice d'activités à but lucratif par les conjoints de membres du personnel diplomatique et consulaire, fait à Pretoria le 14 janvier 2016, sortira son plein et entier effet.

Donné à

PAR LE ROI :

Le Ministre des Affaires étrangères,

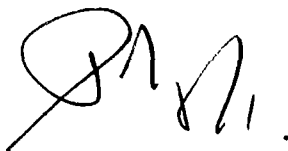
ART. 2

De Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Republiek Zuid-Afrika inzake het verrichten van betaalde werkzaamheden door partners van het diplomatiek en consulaire personeel, gedaan te Pretoria op 14 januari 2016, zal volkomen gevolg hebben.

Gegeven te

VAN KONINGSWEGE:

De Minister van Buitenlandse Zaken,



Didier REYNDERS

Le Ministre de la Justice,

De Minister van Justitie,

Koen GEENS

La Ministre des Affaires sociales,

De Minister van Sociale Zaken,

Maggie DE BLOCK

Le Ministre des Finances,

De Minister van Financiën,

Johan VAN OVERTVELDT

EXEMPLAIRE POUR LE CONSEIL D'ETAT

Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et la République d'Afrique du Sud sur l'exercice d'activités à but lucratif par les conjoints de membres du personnel diplomatique et consulaire, fait à Pretoria le 14 janvier 2016.

EXPOSE DES MOTIFS

Objet et contexte juridique :

L'objet du présent Accord soumis à l'approbation du Parlement, consiste à faciliter, sous condition de réciprocité, à certains membres de la famille des agents et autres membres du personnel des missions diplomatiques et postes consulaires sud-africains affectés en Belgique et, réciproquement, belges affectés en Afrique du Sud, l'exercice d'une activité professionnelle à but lucratif (profession salariée ou indépendante).

Le statut du personnel diplomatique et consulaire affecté par l'Etat d'envoi dans l'Etat d'accueil ainsi que le statut des membres de leur famille sont régis par les Conventions de Vienne sur les Relations diplomatiques (1961) et sur les Relations consulaires (1963). La plupart des Etats, dont la Belgique et l'Afrique du Sud, sont parties à ces Conventions.

Ces Conventions prévoient un certain nombre de privilèges et d'immunités dont bénéficient les membres du personnel des missions diplomatiques et des postes consulaires ainsi que les membres de la famille de ceux-ci faisant partie de leur ménage.

Ces Conventions ne prévoient nullement l'interdiction, pour ces derniers, d'exercer dans l'Etat d'accueil une activité lucrative. Néanmoins, leur statut ainsi que les privilèges et immunités qui en découlent sont, en pratique, incompatibles avec l'exercice d'une profession. De plus, dans la plupart des Etats, l'accès des étrangers à une activité rémunérée est limité.

Le Conseil de l'Europe, conscient de cette problématique, a adopté une Recommandation proposant un modèle d'Accord bilatéral visant à permettre l'exercice d'une activité à but lucratif aux membres de la famille qui font partie du ménage d'un membre d'une mission diplomatique ou consulaire.

Dans le cadre de la politique menée en faveur de l'égalité des chances entre hommes et femmes, il a été décidé de proposer à la négociation, à un certain nombre de pays, des accords bilatéraux de réciprocité visant à permettre le travail rémunéré entre autres des partenaires d'agents diplomatiques et consulaires.

EXEMPLAIRE POUR LE CONSEIL D'ETAT

Contenu de l'accord :

Préambule :

Le préambule expose la volonté des Parties de faciliter par cet Accord l'exercice d'activités lucratives par certains membres de la famille du personnel des missions diplomatiques et des postes consulaires dans l'Etat d'accueil.

Article 1: Conditions

L'Accord bénéficie, sur base de réciprocité, au partenaire des agents diplomatiques ou des fonctionnaires consulaires ainsi qu'au tout autre membre du personnel, affectés dans les missions diplomatiques ou les postes consulaires ou les représentations permanentes auprès des Organisations internationales de l'Etat d'envoi, à l'exclusion des ressortissants de l'Etat d'accueil et des résidents permanents sur son territoire.

Le même article prévoit que les facilités d'octroi de l'autorisation de travailler dans l'Etat d'accueil sont d'application tant que les bénéficiaires font partie de la famille du membre du personnel de l'Etat d'envoi et tant que lesdites personnes sont en service officiel dans cet Etat.

L'article 1^{er} prévoit en outre le principe selon lequel les autorités de l'Etat d'accueil délivrent les autorisations d'exercer une activité professionnelle conformément, d'une part, à la réglementation en vigueur dans cet Etat et, d'autre part, aux dispositions du présent Accord. En plus, il faut mentionner que les règles en vigueur dans l'Etat d'accueil en ce qui concerne les conditions d'accès et les qualifications liées à la profession considérée doivent être remplies et respectées par le bénéficiaire.

Article 2: Privilèges et immunités en matière civile et administrative

Cet article tient compte du fait que les bénéficiaires de l'autorisation d'exercer une activité lucrative ne jouissent pas d'immunité de juridiction en matière civile et administrative prévues par les Conventions de Vienne de 1961 et 1963 (ou en vertu de tout autre instrument international applicable), pour tous les actes découlant de l'exercice de l'activité lucrative et rentrant dans le champ d'application du droit civil ou administratif de l'Etat d'accueil.

En outre, l'Accord prévoit la levée d'immunité d'exécution de toute décision judiciaire prononcée en rapport avec de tels actes.

Article 3: Immunité en matière pénale

Conformément à cet article, l'Etat d'envoi lève l'immunité de juridiction pénale dont jouissent les membres de la famille. Cette demande doit se rapporter aux actes ou omissions découlant de l'exercice de l'activité à but lucratif. Si la levée est contraire aux intérêts de l'Etat d'envoi, cet Etat ne lèvera pas l'immunité de juridiction pénale.

La levée d'immunité d'exécution de la décision judiciaire en matière pénale doit faire l'objet d'une demande de levée spécifique de la part de l'Etat

EXEMPLAIRE POUR LE CONSEIL D'ETAT

d'accueil à l'Etat d'envoi, ce dernier étant tenu de prendre sérieusement en considération ce type de requête.

Article 4: Régimes fiscal et de sécurité sociale

L'article 5 prévoit que les régimes fiscal et de sécurité sociale de l'Etat d'accueil sont d'application pour tout ce qui se rapporte à l'exercice de leurs activités professionnelles. Par "régimes fiscal et de sécurité sociale de l'Etat d'accueil", il convient d'entendre l'ensemble des dispositions fiscales ou sociales en vigueur dans ledit Etat, en ce compris d'éventuels accords bilatéraux ou multilatéraux, existants ou futurs.

Article 5: Procédures

Cet article établit les principes qui gouverneront la procédure à suivre pour l'obtention des autorisations d'exercer l'activité à but lucratif. Les demandes doivent passer par la voie diplomatique. Après avoir parcouru la procédure, l'autorisation est également envoyée par voie diplomatique.

L'article prévoit que les procédures sont suivies le plus vite possible de manière à ce que le bénéficiaire puisse exercer l'activité à but lucratif dans les meilleurs délais.

Article 7: Rapatriement de fonds

Conformément à la législation nationale, les personnes autorisées à exercer une activité à but lucratif pourront rapatrier les revenus découlant de cette activité à partir du territoire où elle était exercée.

En outre, l'Accord contient les dispositions finales habituelles. L'article 6 concerne la durée et la dénonciation et l'article 8 l'entrée en vigueur. La notification que la Belgique enverra à la fin des procédures internes, sera faite au nom du Royaume de Belgique, tant pour l'autorité fédérale que pour la Région flamande, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone.

Nature de l'Accord sur le plan interne belge :

Après l'entrée en vigueur de la Sixième Réforme d'Etat, les régions sont, en vertu de l'article 6, § 1, IX, 3^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, compétentes pour l'occupation des travailleurs étrangers. En ce qui concerne les permis de travail A et B ainsi que la carte professionnelle pour les travailleurs indépendants, ceci implique que les régions sont compétentes pour leur réglementation, leur application, leur contrôle et leur maintien. La régionalisation de la carte professionnelle pour les travailleurs indépendants, implique que cet accord est devenu un traité mixte. L'autorité fédérale n'est pas seule compétente, les trois régions le sont aussi.

Le 1^{er} janvier 2016 entrainait en vigueur le transfert de certaines compétences concernant l'emploi de la Région wallonne vers la Communauté

EXEMPLAIRE POUR LE CONSEIL D'ETAT

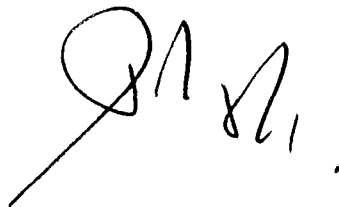
germanophone. Le Groupe de travail traités mixtes du 11 février 2016 a élargi le caractère mixte à la Communauté germanophone.

Le caractère mixte a été établi par la « Conférence Interministérielle de Politique étrangère » sur avis du Groupe de travail traités mixtes du 16 décembre 2014 et du 11 février 2016.

L'Accord a été signé selon la formule 1 (co-signature) du CIPE.

L'Accord a été signé au nom du Royaume de Belgique par Monsieur Hubert Cooreman, Ambassadeur de la Belgique en Afrique du Sud et Madame Geraldine Reymenant, Délégué Général du Gouvernement flamand en Afrique australe, et, du côté sud-africain, par Madame Maite Nkoana-Mashabane, la Ministre des Affaires étrangères.

Le Ministre des Affaires étrangères,

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'D' followed by 'R' and 'YNDERS'.

Didier REYNDERS

EXEMPLAIRE POUR LE CONSEIL D'ETAT

Le Ministre de la Justice,

Koen GEENS

La Ministre des Affaires sociales,

Maggie DE BLOCK

Le Ministre des Finances,

Johan VAN OVERTVELDT

EXEMPLAAR VOOR DE RAAD VAN STAAT

Ontwerp van wet houdende instemming met de Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Republiek Zuid-Afrika inzake het verrichten van betaalde werkzaamheden door partners van het diplomatiek en consulaire personeel, gedaan te Pretoria op 14 januari 2016

MEMORIE VAN TOELICHTING

Doel en rechtskader:

Deze Overeenkomst die ter goedkeuring aan het Parlement wordt voorgelegd, heeft ten doel het verrichten van betaalde werkzaamheden (als loontrekkende of zelfstandige) door bepaalde gezinsleden van de ambtenaren en andere personeelsleden van de Zuid-Afrikaanse diplomatieke zendingen en consulaire posten in België en, op grond van wederkerigheid, van de Belgische diplomatieke zendingen en consulaire posten in Zuid-Afrika te vergemakkelijken.

De status van het diplomatieke en consulaire personeel dat door de Zendstaat wordt aangesteld in de Ontvangststaat alsmede de status van de gezinsleden worden geregeld door het Verdrag van Wenen inzake diplomatiek verkeer (1961) en inzake consulaire verkeer (1963). De meeste landen, waaronder België en Zuid-Afrika, zijn partij bij deze Verdragen.

Deze Verdragen voorzien in een aantal voorrechten en immuniteiten ten behoeve van de personeelsleden van de diplomatieke zendingen en consulaire posten alsmede van de gezinsleden die deel uitmaken van hun huishouden.

Voorname Verdragen stellen ten aanzien van voornoemde personen geenszins dat het verboden is in de Ontvangststaat betaalde werkzaamheden te verrichten. Wel is het zo dat hun status en de daaruit voortvloeiende voorrechten en immuniteiten in de praktijk onverenigbaar zijn met het uitoefenen van een beroep. In de meeste Staten is de toegang van buitenlanders tot bezoldigde arbeid trouwens beperkt.

In het besef hiervan hechtte de Raad van Europa zijn goedkeuring aan een Aanbeveling betreffende een model voor een bilaterale overeenkomst die ten doel heeft gezinsleden van een lid van een diplomatieke of consulaire zending de mogelijkheid te bieden betaalde werkzaamheden te verrichten.

In het kader van het gelijke-kansenbeleid voor mannen en vrouwen werd besloten een aantal landen bilaterale wederkerigheidsovereenkomsten ter onderhandeling voor te leggen teneinde met name de partner van diplomatieke en consulaire ambtenaren in de gelegenheid te stellen bezoldigde arbeid te verrichten.

EXEMPLAAR VOOR DE RAAD VAN STAAT

Inhoud van de Overeenkomst:

Preambule:

De preambule geeft uiting aan de wens van de Partijen het verrichten van betaalde werkzaamheden door bepaalde gezinsleden van het personeel van diplomatieke zendingen en consulaire posten, in de Ontvangststaat te vergemakkelijken.

Artikel 1: Voorwaarden

De Overeenkomst wordt op basis van wederkerigheid gesloten ten gunste van de partner van diplomatieke en consulaire ambtenaren alsmede van alle andere personeelsleden aangesteld bij de diplomatieke zendingen, consulaire posten en permanente vertegenwoordigingen bij internationale organisaties van de Zendstaat, met uitsluiting van de onderdanen van de Ontvangststaat en de vaste verblijfhouders op zijn grondgebied.

Het artikel stelt dat de faciliteiten inzake het verlenen van toestemming om in de Ontvangststaat te werken, van toepassing zijn voor zover de begunstigden deel uitmaken van het gezin van het personeelslid van de Zendstaat (cfr akkoord) en zolang deze personen officieel zijn aangesteld bij de ontvangststaat.

Artikel 1 legt eveneens het beginsel vast volgens hetwelk de autoriteiten van de Ontvangststaat de toestemming verlenen om een beroepswerkzaamheid uit te oefenen overeenkomstig de aldaar van kracht zijnde regelgeving en overeenkomstig het bepaalde in deze Overeenkomst. Daarnaast is het belangrijk om te vermelden dat de in de Ontvangststaat geldende voorschriften inzake de toegang tot het beroep en de kwalificaties verbonden aan de werkzaamheden moeten nageleefd en vervuld worden door de begunstigde.

Artikel 2: Civiel- en administratiefrechtelijke voorrechten en immuniteiten

Dit artikel besteedt aandacht aan het feit dat de begunstigden van een toestemming om betaalde werkzaamheden te verrichten geen civiel- en administratiefrechtelijke immuniteit van rechtsmacht waarin de Verdragen van Wenen van 1961 en 1963 (of enig ander toepasselijk internationaal verdrag) voorzien, genieten voor de handelingen die voortvloeien uit het verrichten van bepaalde werkzaamheden welke onder het burgerlijk en administratief recht van de Ontvangststaat vallen.

De Overeenkomst bepaalt tevens dat afstand zal worden gedaan van de immuniteit van tenuitvoerlegging van gerechtelijke uitspraken die betrekking hebben op dergelijke handelingen.

Artikel 3: Immuniteit ten aanzien van strafzaken

Overeenkomstig dit artikel doet de Zendstaat afstand van de immuniteit van rechtsmacht in strafzaken die de gezinsleden genieten. Het verzoek tot afstand moet betrekking hebben op elk handelen of nalaten dat voortvloeit

EXEMPLAAR VOOR DE RAAD VAN STAAT

uit de betaalde werkzaamheden. Indien de afstand in strijd is met de belangen van de Zendstaat, zal deze Staat geen afstand van de immuniteit van rechtsmacht in strafzaken doen.

De Ontvangststaat moet voor het doen van afstand van de immuniteit ten aanzien van de tenuitvoerlegging van het vonnis in strafzaken een specifiek verzoek om opheffing van immuniteit aan de Ontvangststaat richten, die soortgelijk verzoek ernstig in overweging neemt.

Artikel 4: Belasting- en sociale zekerheidsstelsels

Dit artikel 5 voorziet dat de belasting- en sociale zekerheidsstelsels van de Ontvangststaat van toepassing zijn ten aanzien van alles wat verband houdt met het uitoefenen van hun beroepswerkzaamheden. Onder "belasting- en sociale zekerheidsstelsels van de Ontvangststaat" dient men te verstaan het geheel van fiscale en sociale regels in werking in deze Staat, met inbegrip van de eventuele, bestaande of toekomstige, bilaterale of multilaterale overeenkomsten.

Artikel 5: Procedures

Dit artikel legt de beginselen vast inzake de procedure die moet worden gevolgd om toestemming te krijgen voor het verrichten van betaalde werkzaamheden. Verzoeken moeten via diplomatieke weg worden ingediend. Na het doorlopen van de procedure wordt de toestemming ook langs diplomatieke weg verstuurd.

Het artikel voorziet dat de procedures met de nodige spoed worden doorlopen zodat de begunstigde snel een betaalde activiteit kan uitoefenen.

Artikel 7: repatriëring van geldmiddelen

Overeenkomstig de nationale wetgeving, mogen personen die de toestemming hebben om betaalde werkzaamheden te verrichten, hun bezoldigingen voor deze werkzaamheden repatriëren vanop het grondgebied waar de werkzaamheden worden uitgevoerd.

Daarnaast bevat de Overeenkomst nog de gebruikelijke slotbepalingen. Het artikel 6 betreft de duur en beëindiging van de overeenkomst en het artikel 8 de inwerkingtreding. De kennisgeving die België zal versturen bij het einde van de interne procedures, zal gebeuren in naam van het Koninkrijk België, zowel voor de federale overheid, als voor het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest, het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest én de Duitstalige Gemeenschap.

Aard van de Overeenkomst vanuit Belgisch (intern) oogpunt:

Na de inwerkingtreding van de Zesde Staatshervorming zijn de gewesten op grond van het artikel 6, § 1, IX, 3^o, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen bevoegd voor de tewerkstelling van buitenlandse arbeidskrachten. Voor wat betreft de arbeidskaarten A en B alsook de beroepskaart voor zelfstandigen betekent dit dat de gewesten

EXEMPLAAR VOOR DE RAAD VAN STAAT

bevoegd zijn voor de regelgeving, de toepassing, de controle en de handhaving ervan. De regionalisering van de beroepskaart voor zelfstandigen impliceert dat dit akkoord een gemengd verdrag is geworden. De federale overheid is niet alleen bevoegd, de drie gewesten zijn het ook.

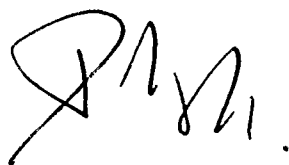
Op 1 januari 2016 trad de overheveling van bepaalde bevoegdheden met betrekking tot tewerkstelling van het Waalse Gewest naar de Duitstalige Gemeenschap in werking. Op de Werkgroep gemengde verdragen van 11 februari 2016 werd het gemengde karakter uitgebreid naar de Duitstalige Gemeenschap.

Het gemengd karakter is vastgesteld door de Interministeriële Conferentie Buitenlands Beleid op advies van de Werkgroep gemengde verdragen van 16 december 2014 en 11 februari 2016.

De overeenkomst werd ondertekend volgens formule 1 (de mede-ondertekening) van de ICBB.

De overeenkomst werd ondertekend op 14 januari 2016 in Pretoria in naam van het Koninkrijk België door de heer Hubert Cooreman, Ambassadeur van België in Zuid-Afrika en mevrouw Geraldine Reymenants, Algemeen Afgevaardigde van de Vlaamse Regering in Zuid-Afrika. Langs Zuid-Afrikaanse zijde ondertekende mevrouw Maite Nkoana-Mashabane, Minister van Buitenlandse Zaken.

De Minister van Buitenlandse Zaken,

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'D' followed by 'R' and 'YNDERS'.

Didier REYNDERS

EXEMPLAAR VOOR DE RAAD VAN STAAT

De Minister van Justitie,

Koen GEENS

De Minister van Sociale Zaken,

Maggie DE BLOCK

De Minister van Financiën,

Johan VAN OVERTVELDT

ACCORD
ENTRE
LE ROYAUME DE BELGIQUE
ET
LA REPUBLIQUE D'AFRIQUE DU SUD
SUR
L'EXERCICE D'ACTIVITES A BUT LUCRATIF
PAR LES CONJOINTS
DE MEMBRES DU PERSONNEL DIPLOMATIQUE ET CONSULAIRE

LE ROYAUME DE BELGIQUE,
représenté par:

Le Gouvernement fédéral
Le Gouvernement wallon
Le Gouvernement flamand
Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale

ET

LA REPUBLIQUE D'AFRIQUE DU SUD

DESIREUX de conclure un accord visant à faciliter l'exercice d'activités à but lucratif par certains membres de la famille du personnel de missions diplomatiques de l'État d'envoi ou de postes consulaires de ce dernier sur le territoire de l'État d'accueil,

SONT CONVENUS de ce qui suit:

ARTICLE 1

Conditions

- 1.1 Sur la base de réciprocité, le conjoint d'un membre du personnel de l'État d'envoi sera autorisé à exercer une activité à but lucratif dans l'État d'accueil dans le respect des conditions énoncées ci-après.
- 1.2 Aux fins du présent Accord:
 - (a) par « membre du personnel de l'État d'envoi », on entend un agent diplomatique, un membre du personnel administratif et technique et du personnel de service de la mission diplomatique affecté auprès de l'État d'accueil ou d'une organisation internationale ayant un siège dans l'État d'accueil, un fonctionnaire consulaire, un employé consulaire ou un membre du personnel de service du poste consulaire, qui n'est pas un ressortissant ou un résident permanent de l'État d'accueil;
 - (b) par « conjoint », on entend une personne que l'État d'accueil a reconnue en tant que telle, qui accompagne un membre du personnel de l'État d'envoi et qui n'est pas un ressortissant ou un résident permanent de l'État d'accueil; ce terme désigne également le partenaire légal;
 - (c) par « Convention diplomatique », on entend la Convention de Vienne de 1961 sur les relations diplomatiques;
 - (d) par « Convention consulaire », on entend la Convention de Vienne de 1963 sur les relations consulaires.
- 1.3 Le conjoint qui en fait la demande sera autorisé à exercer une activité à but lucratif à compter de l'affectation du membre du personnel de l'État d'envoi jusqu'au terme de cette affectation.
- 1.4 L'autorisation pour un conjoint d'exercer une activité à but lucratif cessera de produire ses effets:
 - (a) à la date à laquelle l'affectation du membre du personnel de l'État d'envoi prend fin; ou
 - (b) lorsque le conjoint n'a plus le statut de membre de la famille.
- 1.5 L'autorisation pour un conjoint d'exercer une activité à but lucratif sera donnée conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur dans l'État d'accueil et ne dispensera en aucun cas le conjoint de satisfaire aux exigences légales ou autres relatives à l'exercice d'une activité à but lucratif, qu'il s'agisse de données personnelles, de qualifications professionnelles, commerciales ou autres dont l'intéressé doit justifier pour exercer une telle activité.

ARTICLE 2

Immunité de juridiction en matière civile et administrative

- 2.1 Au cas où un conjoint jouit de l'immunité de juridiction en matière civile et administrative dans l'État d'accueil, en vertu de la Convention diplomatique, de la Convention consulaire ou de tout autre instrument international applicable, cette immunité ne s'appliquera pas aux actes découlant de l'exercice de l'activité à but lucratif et rentrant dans le champ d'application du droit civil ou administratif de l'État d'accueil.

- 2.2 En pareil cas, l'État d'envoi lèvera également l'immunité d'exécution de toute décision judiciaire prononcée à l'encontre du conjoint.

ARTICLE 3

Immunité de juridiction en matière pénale

Au cas où un conjoint jouit de l'immunité de juridiction en matière pénale dans l'État d'accueil, en vertu de la Convention diplomatique, de la Convention consulaire ou de tout autre instrument international applicable:

- (a) l'État d'envoi lèvera l'immunité de juridiction en matière pénale dont jouit le conjoint à l'égard de l'État d'accueil pour tout acte ou omission découlant de l'exercice de l'activité à but lucratif, sauf dans les cas particuliers où l'État d'envoi estime que cette mesure pourrait être contraire à ses propres intérêts; et
- (b) cette levée d'immunité de juridiction en matière pénale ne sera pas considérée comme s'étendant à l'immunité d'exécution d'une décision judiciaire, qui devra faire l'objet d'une demande de levée spécifique; dans ce cas, l'État d'envoi prendra la requête de l'État d'accueil sérieusement en considération.

ARTICLE 4

Régimes fiscal et de sécurité sociale

Conformément aux dispositions de la Convention diplomatique, de la Convention consulaire ou de tout autre instrument international applicable, le conjoint sera assujéti aux régimes fiscal et de sécurité sociale en vigueur dans l'État d'accueil pour tout ce qui se rapporte à l'exercice de cette activité dans cet Etat.

ARTICLE 5

Procédures

- 5.1 Toute demande visant à obtenir l'autorisation d'exercer une activité à but lucratif sera envoyée, au nom du conjoint, par l'ambassade de l'État d'envoi au service du Protocole du Département des Relations internationales et de la Coopération de la République d'Afrique du Sud ou à la direction du Protocole du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au développement du Royaume de Belgique, suivant le cas.

- 5.2 Après vérification que l'intéressé est bien un conjoint visé par le champ d'application du présent Accord et après examen de la demande officielle, l'ambassade de l'Etat d'envoi sera informée par le gouvernement de l'Etat d'accueil que le conjoint peut exercer une activité à but lucratif.
- 5.3 Les procédures suivies seront appliquées de manière telle que le conjoint puisse entreprendre une activité à but lucratif dans les meilleurs délais. À cet égard, les formalités nécessaires pour obtenir l'autorisation d'exercer une activité à but lucratif seront accomplies rapidement.

ARTICLE 6

Durée et dénonciation

Le présent Accord restera en vigueur pour une période indéfinie, chacune des Parties pouvant y mettre fin à tout moment, moyennant un préavis de six (6) mois adressé par écrit à l'autre Partie.

ARTICLE 7

Rapatriement de fonds

Les personnes autorisées à exercer une activité à but lucratif dans le cadre du présent Accord pourront rapatrier les revenus découlant d'une telle activité du territoire de l'Etat de la Partie où l'activité est exercée, conformément aux conditions établies pour les travailleurs étrangers dans la législation nationale dudit Etat.

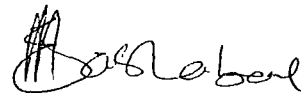
ARTICLE 8

Entrée en vigueur

Le présent Accord entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la date d'échange de la dernière notification de l'accomplissement des procédures constitutionnelles et légales requises.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment mandatés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

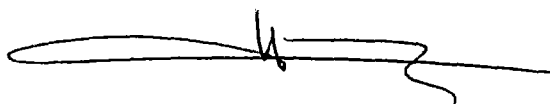
FAIT à Pretoria, le 14 janvier 2015, en deux exemplaires originaux, chacun en langues française, néerlandaise et anglaise, tous les textes faisant également foi.



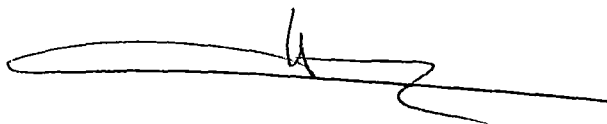
POUR LA REPUBLIQUE
D'AFRIQUE DU SUD:

POUR LE ROYAUME DE BELGIQUE:

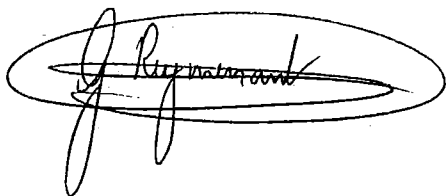
représenté par:
Le Gouvernement fédéral:



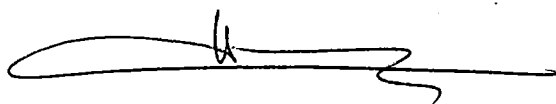
Le Gouvernement wallon:



Le Gouvernement flamand:

A handwritten signature, likely "J. Ryngaert", is enclosed within an oval border.

**Le Gouvernement
de la Région de Bruxelles-Capitale:**

A handwritten signature is enclosed within an oval border.

OVEREENKOMST
TUSSEN
HET KONINKRIJK BELGIË
EN
DE REPUBLIEK ZUID-AFRIKA
INZAKE
HET VERRICHTEN VAN BETAALDE WERKZAAMHEDEN
DOOR PARTNERS VAN HET DIPLOMATIEK EN CONSULAIR PERSONEEL

**OVEREENKOMST
TUSSEN
HET KONINKRIJK BELGIË
EN
DE REPUBLIEK ZUID-AFRIKA
INZAKE
HET VERRICHTEN VAN BETAALDE WERKZAAMHEDEN
DOOR PARTNERS VAN HET DIPLOMATIEK EN CONSULAIR PERSONEEL**

HET KONINKRIJK BELGIË,
vertegenwoordigd door:

**De Federale Regering
De Vlaamse Regering
De Waalse Regering
De Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest**

EN

DE REPUBLIEK ZUID-AFRIKA

GELEID DOOR de wens een overeenkomst te sluiten teneinde het verrichten van betaalde werkzaamheden door bepaalde gezinsleden van het personeel van de diplomatieke zendingen van de Zendstaat dan wel van consulaire posten die deze heeft op het grondgebied van de Ontvangende Staat, te vergemakkelijken;

ZIJN het volgende overeengekomen:

ARTIKEL 1

Voorwaarden

- 1.1 Op grond van wederkerigheid mag de partner van een personeelslid van de Zendstaat onder bepaalde voorwaarden in de Ontvangende Staat betaalde werkzaamheden verrichten.
- 1.2 Voor de toepassing van deze Overeenkomst wordt verstaan onder:
 - (a) “personeelslid van de Zendstaat”: een diplomatiek ambtenaar, een lid van het administratieve of technische personeel en van het bedienend personeel van de diplomatieke zending dat is aangemeld bij de Ontvangende Staat of bij internationale organisaties die een zetel hebben in de Ontvangende Staat, een consulaire ambtenaar, een consulaire bediende en een lid van het bedienend personeel van de consulaire post, dat geen onderdaan is van de Ontvangende Staat of geen vaste verblijfhouder op zijn grondgebied;
 - (b) “partner”: een persoon die als dusdanig door de Ontvangende Staat werd erkend, die een personeelslid van de Zendstaat vergezelt en die geen ingezetene is van de Ontvangende Staat of geen vaste verblijfhouder op zijn grondgebied. Met dit begrip wordt ook de wettelijke partner bedoeld;
 - (c) “Diplomatiek Verdrag” betekent het Verdrag van Wenen inzake diplomatiek verkeer van 1961;
 - (d) “Consulair Verdrag” betekent het Verdrag van Wenen inzake consulaire verkeer van 1963.
- 1.3 Op aanvraag krijgt de partner de toestemming om betaalde werkzaamheden te verrichten. Deze toestemming kan ingaan vanaf de aanstelling van het personeelslid van de Zendstaat en vervalt wanneer de aanstelling eindigt.
- 1.4 De toestemming voor een partner om betaalde werkzaamheden te verrichten vervalt:
 - (a) wanneer de aanstelling van het personeelslid van de Zendstaat eindigt; of
 - (b) wanneer de partner niet langer deel uitmaakt van het gezin.
- 1.5 De toestemming voor een partner om betaalde werkzaamheden te verrichten wordt verleend overeenkomstig de wetten en voorschriften die in de Ontvangende Staat van kracht zijn en betekent niet dat de begunstigde wordt vrijgesteld van de wettelijke of andere vereisten inzake betaalde werkzaamheden, ongeacht of deze persoonsgegevens, professionele, commerciële of andere kwalificaties betreffen waarvan de belanghebbende het bewijs dient te leveren voor het verrichten van bedoelde werkzaamheden.

ARTIKEL 2

Civil- en administratiefrechtelijke immuniteit van rechtsmacht

- 2.1 Ingeval de partner civil- en administratiefrechtelijke immuniteit van rechtsmacht geniet in de Ontvangende Staat, overeenkomstig het Diplomatiek Verdrag, het Consulair Verdrag, dan wel enig ander toepasselijk internationaal verdrag, is deze immuniteit niet van toepassing op handelingen die voortvloeien uit het verrichten van betaalde werkzaamheden welke onder het burgerlijk en administratief recht van de Ontvangende Staat vallen.

- 2.2 In dat geval zal de Zendstaat ook afstand doen van de immuniteit van tenuitvoerlegging van alle gerechtelijke uitspraken tegen de betreffende partner.

ARTIKEL 3

Immunititeit ten aanzien van strafzaken

Ingeval de partner immuniteit geniet ten aanzien van de rechtsmacht in strafzaken van de Ontvangende Staat, overeenkomstig de bepalingen van het Diplomatiek Verdrag, het Consulair Verdrag, dan wel van enig ander internationaal verdrag:

- a) doet de Zendstaat afstand van de immuniteit van de rechtsmacht in strafzaken die de partner ten aanzien van de Ontvangende Staat geniet met betrekking tot elk handelen of nalaten dat voortvloeit uit de betaalde werkzaamheden, behalve in bijzondere gevallen wanneer de Zendstaat van mening is dat het doen van afstand in strijd zou kunnen zijn met zijn belangen; en
- b) het doen van afstand van immuniteit ten aanzien van de rechtsmacht in strafzaken wordt niet geacht mede betrekking te hebben op de immuniteit ten aanzien van de tenuitvoerlegging van de rechterlijke uitspraak, waarvan uitdrukkelijk afstand moet worden gedaan. In dergelijk geval neemt de Zendstaat het verzoek van de Ontvangende Staat ernstig in overweging.

ARTIKEL 4

Belasting- en sociale zekerheidsstelsels

In overeenstemming met de bepalingen van het Diplomatiek Verdrag, het Consulair Verdrag dan wel krachtens enig ander toepasselijk internationaal verdrag is de partner onderworpen aan de belasting- en sociale zekerheidsstelsels van de Ontvangende Staat, ten aanzien van alles wat verband houdt met het verrichten van bedoelde werkzaamheden in deze Staat.

ARTICLE 5

Procedures

- 5.1 Elk verzoek om toestemming voor het verrichten van betaalde werkzaamheden wordt uit naam van de partner door de ambassade van de Zendstaat gestuurd naar de dienst Protocol van het Departement Internationale Betrekkingen en Samenwerking van de Republiek Zuid-Afrika dan wel naar de Directie Protocol van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking van het Koninkrijk België.

- 5.2 Na verificatie of de betrokkene een partner is zoals voorzien in het toepassingsgebied van deze Overeenkomst en na onderzoek van het officiële verzoek, zal de regering van de Ontvangende Staat de ambassade van de Zendstaat ervan in kennis stellen dat de partner de betaalde werkzaamheid mag uitoefenen.
- 5.3 De gevolgde procedures worden dusdanig toegepast dat de partner zo snel mogelijk betaalde werkzaamheden kan verrichten. In het verlengde hiervan zal onverwijld worden overgegaan tot de formaliteiten voor het verkrijgen van de toestemming om betaalde werkzaamheden te verrichten.

ARTIKEL 6

Duur en beëindiging

Deze Overeenkomst blijft voor onbepaalde duur van kracht, met dien verstande dat elk van de Partijen ze te allen tijde kan beëindigen door hiervan zes (6) maanden van te voren schriftelijk kennis te geven aan de andere Partij.

ARTIKEL 7

Repatriëring van geldmiddelen

Personen die in het kader van deze Overeenkomst de toestemming hebben om betaalde werkzaamheden te verrichten mogen hun bezoldigingen voor deze werkzaamheden repatriëren vanop het grondgebied van de staat van de Partij waar de werkzaamheden worden uitgevoerd, overeenkomstig de voorwaarden die in de nationale wetgeving van de betreffende staat voor buitenlandse werknemers zijn vastgelegd.

ARTIKEL 8

Inwerkingtreding

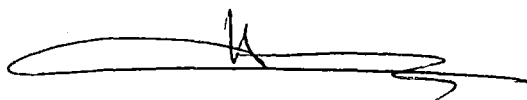
Deze Overeenkomst treedt in werking op de eerste dag van de tweede maand volgend op de dag van uitwisseling van de laatste kennisgeving van de voltooiing van de grondwettelijke en wettelijke procedures.

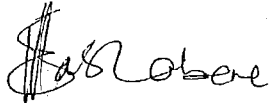
TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekenden, daartoe naar behoren gemachtigd door hun respectieve Regeringen, deze Overeenkomst hebben ondertekend.

GEDAAN te Pretoria, op *14*.....januari..... 201*6*, in twee originele exemplaren, in de Nederlandse, de Franse en de Engelse taal, zijnde alle teksten gelijkelijk authentiek.

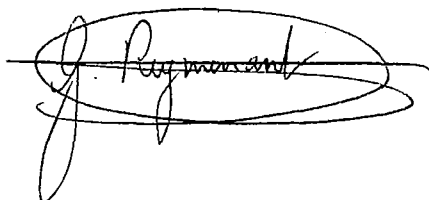
VOOR HET KONINKRIJK BELGIË:

vertegenwoordigd door:
De Federale Regering:

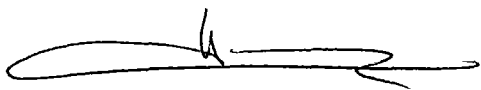



VOOR DE REPUBLIEK ZUID-AFRIKA:

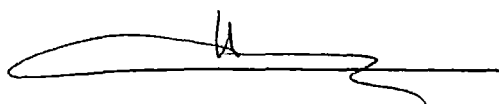
De Vlaamse Regering:



De Waalse Regering:

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, sweeping loop followed by a horizontal line and a small flourish at the end.

**De Regering van het Brussels
Hoofdstedelijk Gewest:**

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, sweeping loop followed by a horizontal line and a small flourish at the end.